



ASSOCIATION FRANÇAISE DES MAGISTRATS POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ®

- AFMJE ® -

FRENCH SOCIETY OF JUDGES AND PROSECUTORS FOR ENVIRONMENTAL JUSTICE ®

Jus Lex Pax Planetae Mater ®

Avec le
soutien
financier
de



L'eau, les eaux et la justice ?

Colloque annuel

6 et 7 décembre 2024

Amphithéâtre Nicolas de Condorcet

École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse

16, rue du Curoir, 59100 ROUBAIX



Photo libre de droits – crédit Damocéan – site pexels.com



Objectifs

A l'occasion de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée Nationale, le 1^{er} octobre 2024, le Premier Ministre, Michel BARNIER, affirmait lui-même avec raison :

« Enfin, je dois vous parler de l'eau. Sécheresses ou inondations, conflit des usages, pollution des nappes phréatiques, envolée des prix : soixante ans après la première grande loi sur l'eau, le moment est venu de consacrer aux enjeux stratégiques liés à l'eau une grande conférence nationale. »

Et c'est précisément ce sujet, également perçu comme stratégique par la communauté des juristes, qui a été retenu par l'assemblée générale 2023 de l'Association Française des Magistrats pour la Justice Environnementale pour son colloque annuel 2024.

L'eau désigne un fluide très commun, qui ne posait jusqu'alors que peu de questions, du moins aux habitants des pays tempérés.

La diminution de la ressource en eau, associée aux changements climatiques, à la sécheresse, aux incendies de forêt, à la raréfaction de l'eau potable, interroge désormais fortement la société civile, les opérateurs économiques, mais aussi les juristes, dont les juges et les procureurs.

Pour ces derniers, le sujet de **l'eau** devient ... celui des **eaux**, en ce qu'il convoque des statuts juridiques différents : les eaux de mer, les eaux douces, les eaux de source, les eaux souterraines, les eaux usées, les eaux polluées, les eaux potables, les eaux toxiques, notamment.

A la lumière de perspectives économiques, sociologiques, philosophiques, complémentaires au droit, ce colloque permettra des échanges entre professionnels de différents horizons, magistrats, avocats, responsables associatifs, opérateurs économiques, élus et fonctionnaires.

Il mettra en lumière l'articulation entre les besoins en eau, variés, les évolutions possibles de son statut, notamment sous l'angle du droit de propriété, qui interroge la notion « d'eau bien commun », des liens entre l'eau et la santé, de la prévention des risques, de l'action de la justice civile et pénale, dont la réparation des préjudices.

C'est aussi, il faut en avoir conscience, un sujet qui interroge la situation sécuritaire de la planète, l'eau étant indispensable à la survie des espèces et des végétaux.

Accueilli cette année en province, à Roubaix, dans l'une des écoles du Ministère de la Justice, l'École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse, dont nous remercions très vivement l'équipe pour son accueil enthousiaste, notre colloque a aussi vocation à offrir une perspective aux générations futures.

Public visé

Tout public, y compris les non professionnels du droit.

*Magistrats, auditeurs de justice, avocats, notaires, commissaires de justice,
Gendarmes, policiers, inspecteurs de l'environnement, douaniers,
, Experts judiciaires,
Assureurs, Juristes du secteur privé,
Élus, fonctionnaires,
Universitaires, étudiants,
Associations, ONG,
Institutions et organisations internationales,
Citoyens, familles et générations futures.*

Inscription préalable obligatoire, le nombre de places étant limité.

Un contrôle sera effectué à l'entrée avec les billets revêtus de codes QR remis par HelloAsso

Si vous souhaitez assister aux deux journées il faut vous inscrire une fois pour le 6 décembre et une fois pour le 7.

Inscription pour le vendredi 6 décembre après-midi.

Attention : merci de veiller à cocher la case en présentiel si vous souhaitez assister au colloque sur place
ou en distanciel si vous préférez un accès en visio :

<https://www.helloasso.com/associations/association-francaise-pour-la-justice-environnementale/evenements/06-12-colloque-de-l-afmje-l-eau-les-eaux-et-la-justice>

Inscription pour le samedi 7 décembre après-midi

Attention : merci de veiller à cocher la case en présentiel si vous souhaitez assister au colloque sur place ou en distanciel si vous préférez un accès en visio :

<https://www.helloasso.com/associations/association-francaise-pour-la-justice-environnementale/evenements/colloque-annuel-de-l-afmje-l-eau-les-eaux-et-la-justice>

Si vous souhaitez assister aux deux jours il faut vous inscrire une fois pour le 6 décembre et une fois pour le 7.

Le lien de visioconférence vous sera transmis au plus tard 24 heures avant le colloque

Contact

Pour toute question, merci d'adresser à un message à : afmjecolloque2024@gmail.com

IMPORTANT

L'AFMJE est une association professionnelle réunissant des magistrats de l'ordre judiciaire dont l'objet social est la diffusion du droit de l'environnement parmi ses adhérents, le partage des bonnes pratiques et de réfléchir, en commun avec d'autres professionnels du droit, des scientifiques, des économistes, des représentants des entreprises et du monde agricole, afin de satisfaire l'intérêt général et le bien de la justice.

Totalement apolitique, elle ne poursuit aucun objectif militant.

Il ne lui est pas permis d'évoquer des affaires en cours ou à venir et ne peut donner de conseils juridiques à quiconque.

Il ne sera donc donné suite à aucune demande en ce sens.

Vendredi 6 décembre 2024

14h30 - Accueil et enregistrement des participants

15h30 précises - Propos d'ouverture

Caroline NISAND

Directrice de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

Rémy HEITZ

Procureur général près la Cour de cassation

Charles FOURMAUX

*Directeur de la police et du permis de chasser
Office Français de la Biodiversité – OFB*

Général de division Sylvain NOYAU

Commandant du CESAN – Commandement pour l'environnement et la santé de la Gendarmerie Nationale

Luc LAVRYSEN

*Président de la Cour constitutionnelle de Belgique
Professeur émérite en droit de l'environnement de l'Université de Gand
Président du Forum des Juges de l'Union Européenne pour l'Environnement*

Jean-Philippe RIVAUD

*Magistrat - Parquet général près la Cour d'appel de Paris - Département de lutte contre la criminalité organisée, cyber et environnementale
Cofondateur et président de l'Association Française des Magistrats pour la Justice Environnementale - AFMJE
Cofondateur et vice-président du Réseau des Procureurs Européens pour l'Environnement.
Membre de la commission « droit et politiques environnementales » du Comité français de l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN)*

16h30 - Le droit de l'eau mis en perspective

Regards croisés avec les sciences

16h30 - 17h00

Quels enjeux juridiques pour les eaux ?

Bernard DROBENKO

Professeur émérite de droit public

17h00 - 17h30

L'eau à l'ère de l'effondrement de la biodiversité et de la crise climatique

Luc ABBADIE

Professeur émérite d'écologie

Sorbonne Université

Vice-président du conseil scientifique de l'Office Français de la Biodiversité

17h30 - 18h00

L'eau et le développement économique : le point de vue de l'OCDE

Xavier LEFLAIVE

Administrateur principal

Spécialiste des politiques de l'eau

Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE)

18h00 - 18h15

Le grand témoin

Edgar MORIN
Sociologue et philosophe

18h30

Clôture de la 1^{ère} journée

Samedi 7 décembre 2024

8h30 - 9h45

Table ronde : entre droit public et droit privé, des eaux douces et des eaux marines, quelle justice ?

Présidence

Manuel CARIUS

Docteur en droit

Vice-président placé à la cour d'appel de Montpellier

Cofondateur et vice-président délégué à la justice civile de l'AFMJE

Propos introductifs

Benoît GRIMONPREZ

Professeur de droit privé

Université de Poitiers

Table ronde : l'eau est-elle un bien commun ?

De la propriété de l'eau, de la répartition des compétences, dialogue ou concurrence des juges ?

Quelle juridiction, quelle organisation judiciaire, quel type de juge pour quelle eau ?

Alexandre ZABALZA

Professeur de droit privé

Université de Bordeaux

-
Agnès PIC

Conseillère à la 3^{ème} chambre civile de la Cour de cassation

Etienne MANTEAUX

*Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Besançon
Pôle régional pour l'environnement*

Sébastien MABILE

Docteur en droit

Avocat associé - SEATTLE Avocats - Barreau de Paris

Vice-président du comité français de l'Union Internationale de Conservation de la Nature - UICN

9h35 - 9h45

Échanges avec la salle

9h45 - 11h15

Table ronde : La prévention des pollutions, entre techniques, normes et compétences, quelles perspectives ?

Les enjeux d'environnement et de santé

Présidence :

Bénédicte VASSALLO

Première Avocate générale à la Cour de cassation

Table ronde : Politiques publiques et prévention

Judith LOUYOT

Docteure en médecine

Association Alerte des Médecins sur Les Pesticides – AMLP

David TURLA

Adjoint au chef de service départemental du Nord

Office Français de la Biodiversité du Nord - OFB

La prévention des captages (eau potable, eaux de source/ eaux emballées)

Nathalie LEMAIRE

Conseillère municipale de la ville de LE PORTEL (Pas-de-Calais)

Conseillère communautaire à la Communauté d'Agglomération du Boulonnais

Le rôle du référé en matière de prévention

Florence BOUVIER

Présidente du tribunal judiciaire de Bayonne

Membre de l'AFMJE

David DEHARBE

Avocat au Barreau de Lille

Cabinet Green Law avocats

11h05 /11h15

Échanges avec la salle

11h15 - 12h25

Table ronde : Eaux et milieux marins, de la métropole aux espaces ultra-marins et transnationaux, les défis pour la justice

Présidence :
***et propos introductifs sur les enjeux, y compris les risques littoraux
(Submersions / inondations, le cas du Nord).***

Catherine ROCHE

*Professeure d'aménagement
Université Littoral Côte d'Opale (ULCO)*

Alice BOIFFIN

*Administrateur de 1^{ère} classe des affaires maritimes
Cheffe du Centre d'appui au contrôle de l'environnement marin
Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage – CROSS ETEL (Morbihan)
Direction Générale Des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'aquaculture
Ministère chargé de la mer et de la pêche*

Quel espace, quels espaces de référence ?

Joëlle CASANOVA

*Magistrate détachée à l'École Nationale de la Magistrature
Coordonnatrice de formation continue
Pôle économique, social et environnemental
Cofondatrice et administratrice de l'AFMJE*

Les compétences, les instruments d'intervention

Franck LAGIER

Avocat général près la cour d'appel d'AIX EN PROVENCE

Membre de l'AFMJE

Coordonnateur du groupe de travail « mer, océan, et fonds marins »

**Justice et secteur associatif dit activiste positif :
le dialogue avec la justice est-il vraiment possible ?**

Théo TOSTIVINT

Chargé de mobilisation responsable du programme Coastal Defenders

Association Surfrider Foundation Europe

12h15 - 12h25

Échanges avec la salle

12h30 - 13h30

Pause libre

—

13h30 précises – Reprise

13h30 - 14h40

**Table ronde : Les usages de l'eau à l'ère du dérèglement climatique, quelle (s) régulation(s) ?
Principes et règles, conflits ou conciliation ? quelles priorités ?**

Présidence :

Christophe DELATTRE

Docteur en droit

Substitut général près la cour d'appel de DOUAI

Magistrat Inspecteur Régional

Chercheur associé centre Demogue - Université de Lille

Membre de l'AFMJE

Propos introductifs d'une économiste :

Iratxe CALVO-MENDIETA

Maîtresse de conférences en économie

Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO)

Laboratoire Territoires, Villes, Environnement et Société (TVES)

Membre de la Société francophone d'économie écologique

Table ronde :

Olivier MANDIL

*Directeur juridique et contractuel
VEOLIA EAU FRANCE*

Luc SERVANT

Président de la chambre d'agriculture de Nouvelle Aquitaine

Florence DENIER-PASQUIER

*Juriste
Vice-présidente de France Nature Environnement - FNE
Représentante FNE au Comité National de l'Eau
Administratrice FNE Pays de la Loire - Co-présidente FNE Anjou*

Lieutenant-Colonel Yasmina TADLAOUI

*Chef de la division prévention, partenariats, compétences
CESAN - Commandement pour l'Environnement et la Santé de la Gendarmerie Nationale*

14h30 - 14h40

Échanges avec la salle

14h40 - 16h00

Table ronde : du procès-verbal au prétoire, quelles solutions, quel rôle pour la justice ?

Présidence
et propos introductifs sur la politique pénale

François PERAIN

Procureur général près la cour d'appel de Metz

Les acteurs, les techniques de recherche, d'enquête, d'instruction, action civile / action pénale

Pierre BOYER

Juriste

Office Français de la Biodiversité – OFB

L'identification et la réparation par le juge du préjudice écologique dans le domaine de l'eau : point d'étape

Marie-Pierre CAMPROUX

Professeure de droit privé

Université de Strasbourg

Pour une application pratique :

L'indemnisation du préjudice écologique consécutif à la destruction des herbiers de posidonie en Méditerranée

François-Xavier TEMPLE

Inspecteur Général de Santé Publique Vétérinaire

Assistant spécialisé au Pôle Santé Publique Environnement (PSPE)

Tribunal Judiciaire de Marseille

Quelle régulation efficace pénale, judiciaire ? conventionnelle ? sanctions ? réparation ?

Michel SASTRE

*1^{er} vice procureur près le tribunal judiciaire de Marseille
Pôle régional pour l'environnement
Membre de l'AFMJE*

Evelyne MONTEIRO

*Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles HDR
Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO)*

Panorama de la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Jean-Yves MARECHAL

*Professeur de droit privé et sciences criminelles
Université de Lille
Co-directeur de l'institut de criminologie*

15h50 - 16h00

Échanges avec la salle

16h00 - 16h30

Conclusion et synthèse

Christian HUGLO

Docteur en droit - Avocat associé - Huglo Lepage Avocats – Barreau de Paris

